

Prométhée

Journal communiste militant pour la Construction du Parti pour le Socialisme

Numéro 75
mars 2009

Sommaire : Ouvrir la voie à la contre-offensive ouvrière
S'opposer ou collaborer avec le gouvernement UMP-MEDEF
La classe ouvrière a parlé

Ouvrir la voie à la contre-offensive ouvrière

Le 29 janvier sera une journée de grève interprofessionnelle. Nul doute que les victimes de la crise capitaliste et de la politique de guerre sociale conduite par Sarkozy vont s'en saisir, et c'est tant mieux ! Ainsi s'exprimera une fois de plus le rejet massif de la politique sarkozyste et des choix patronaux. Pourtant un constat s'impose : quelque soit l'ampleur de cette journée, pas un travailleur, pas un jeune, ne peut croire qu'une mobilisation sans lendemain soit de nature à permettre ne serait-ce que d'infléchir la politique du gouvernement.

C'est un fait que la défense de nos acquis, des services publics, voire même des libertés passe par le fait d'infliger une défaite décisive à Sarkozy et au MEDEF. A l'évidence, encore, une de ces « journées d'action » dont les appareils syndicaux ont le secret n'y suffira pas (si tant est que ce soit l'objectif de Chérèque, de la direction de la CFTC, ou d'autres.).

La recherche d'un réel affrontement avec le gouvernement UMP et le MEDEF nécessite de :

- Faire émerger des revendications concrètes et mobilisatrices.
- Construire la mobilisation pour que le 29 janvier ne soit pas une nouvelle journée sans lendemain.

C'est à partir de là que doit se mener la discussion sur l'appréciation de la plate-forme intersyndicale du 5 janvier 2009.

Une plate-forme de lobbying, pas d'un front syndical de classe

Il faut lire de près la plate-forme adoptée par les organisations appelant au 29 janvier : CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, UNSA et même... Solidaires (!). Beaucoup de commentateurs ont noté le style de ce document. C'est une nouvelle concrétisation de ce que signifie le ralliement du gros du mouvement syndical à la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Confédération syndicale internationale (CSI). Rappelons-le : CES et CSI ont été constituées pour étouffer le syndicalisme revendicatif, de classe, dont les revendications se construisent en toute indépendance de l'État comme des patrons. Le syndicalisme à la sauce CES-CSI, c'est un « syndicalisme » conçu comme un « corps intermédiaire » profondément intégré à la société capitaliste et dont l'objectif se borne à « influencer les pouvoirs publics ». Ainsi, il n'est pas neutre d'écrire : « *Les organisations syndicales ... ont décidé d'interpeller les entreprises, le patronat et l'État.* ». On ne saurait dire plus clairement que l'objectif est de

« dialoguer » avec le gouvernement et le patronat – comme s'il pouvait en résulter quelque chose de bon pour le monde du travail !

D'ailleurs pour que les choses soient claires, l'appel demande de « *respecter le dialogue social* ». On sait que ce « dialogue » est la forme concrète que prend depuis plusieurs années la collaboration patronat-syndicats. En appeler à un tel « dialogue » est donc tout sauf neutre : par là-même, les organisations signataires « revendiquent » de Sarkozy et du MEDEF d'être (encore) plus étroitement associés à l'élaboration et la mise en de leur politique (comme la récente signature par la direction de la CFDT de l'accord sur l'assurance-chômage).

Le capitalisme comme seul horizon....

Il est vrai que les dirigeants des organisations signataires n'ont d'autre horizon que l'économie de marché et ses exigences : « **Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes** », écrivent-ils, reconnaissant ainsi qu'elles en règlent pas mal au moment où ce système montre justement toutes ses limites ! Mieux – ou pire – en écrivant cela les signataires s'engagent à respecter « les lois du marché ».

Mais peut-on attendre autre chose d'individus qui s'expriment comme des politiciens réactionnaires ou social-libéraux ?

- « *Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique.* ». La « relance » est aujourd'hui l'obsession de tous les politiciens et économistes de la bourgeoisie (Sarkozy en a fait son credo). C'est en son nom qu'on renfloue généreusement les banques et distribue sans compter aux capitalistes, inévitablement au détriment du monde du travail. Cette pseudo-revendication n'aboutit donc (mais n'est ce pas l'objectif ?) qu'à se situer sur le terrain patronal et sarkozyste. La seule revendication ouvrière pour éviter que le monde du travail ne paie la crise capitaliste, c'est la nationalisation des industries clé. Évidemment, demander à la CFTC, à la CFDT ou encore à la CGC et l'UNSA de faire leur une telle revendication est impensable. En un sens tout le problème de cet appel est là !
- On lit aussi dans la plateforme que les organisations

syndicales considèrent qu'il est « *de la responsabilité de l'État et de l'Union européenne de décider de politiques d'interventions publiques coordonnée favorisant une relance économique.* » Ce qui est très exactement ce que dit Sarkozy (notamment face à Merkel). Passons rapidement sur ce que signifie le fait de demander à Trichet et à sa BCE de mettre en œuvre une politique sociale, pour constater l'essentiel : les organisations signataires endossent l'Europe de Maastricht, de la « concurrence libre et non faussée »...

- Dans la même veine, on peut lire : « La « réglementation [de la sphère financière internationale] doit mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité du système financier international et encadrer les mouvements de capitaux. L'Union européenne doit être au premier plan pour l'exiger ». Là encore, on constate que ces grandes déclarations sont en phase avec l'Élysée. Par contre pas question de défendre la vieille revendication de la levée des secrets bancaires et commerciaux...
- On notera aussi que cette plateforme reprend les délires des économistes du Capital et d'Obama lui-même sur l'« économie verte » : « *Les investissements publics et privés doivent notamment être orientés en faveur d'une économie du développement durable mettant en œuvre les principes adoptés au Grenelle de l'environnement.* » L'essentiel est que sur ce terrain aussi, la convergence avec Sarkozy se réalise.
- Comment, aussi, ne pas sursauter lorsqu'on lit : « *Dans toutes les entreprises... c'est notamment en investissant dans la formation et le travail qualifiant et en réduisant la précarité que la performance sera assurée.* ». Là, on recourt carrément au discours patronal. Performance ? Laquelle ? Mesurée sur quels critères ? Au service de qui ?
- Même remarque concernant la clause suivante : « *La crise économique ... met à mal la cohésion sociale.* ». Qu'est-ce que la « cohésion sociale » ? Sous ce terme on désigne la cohésion capital-travail, un des fondements du capitalisme auquel le mouvement ouvrier est historiquement opposé.

Syndicalisme d'accompagnement

« *Toute aide accordée à une entreprise doit être ciblée et faire l'objet de contreparties. Elle doit être conditionnée à des exigences sociales, en particulier en matière d'emploi. Elle doit faire l'objet d'une information et d'un avis préalable des élus représentant les salariés. Dans le cas spécifique du secteur bancaire, l'utilisation des aides publiques doit donner lieu à un contrôle direct par l'État.* ». On sait que partout dans le monde, le renflouement du capital financier sur fonds publics a fait scandale. Cela n'empêche pas les organisations signataires d'en accepter le principe – au lieu d'exiger l'expropriation du Capital financier.

Le lecteur constatera aussi que les organisations signataires ne revendiquent pas l'arrêt de la RGPP, cadre de l'offensive contre les fonctionnaires et les services publics : « *face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), mettre en œuvre des réformes porteuses de progrès social* ». Bien au contraire, elles annoncent leur disponibilité pour participer au

« dialogue social » préalable à la destruction du statut des fonctionnaires.

« *Dans les branches, les entreprises, les fonctions publiques, les négociations salariales doivent assurer au moins un maintien du pouvoir d'achat et une réduction des inégalités.* » Quel esprit d'offensive ! Pourquoi n'évoquer que la négociation et ignorer la lutte directe ? En tout cas, chacun est prévenu : pas question de revendiquer le rattrapage du pouvoir d'achat. Mais surtout : la crise capitaliste met à l'ordre du jour la vieille revendication d'échelle mobile des salaires, d'indexation des salaires sur les prix. De cela, pas un mot...

« *Les entreprises confrontées aux baisses d'activité utilisent des mesures de sauvegarde d'emplois comme le chômage partiel, les jours de RTT ou de congés... Toutes ces mesures doivent être négociées dans l'objectif de préserver l'emploi et les salaires. Les aides publiques doivent aussi y être conditionnées. Les entreprises doivent améliorer l'indemnisation du chômage partiel et tous les salariés doivent pouvoir en bénéficier.* ». On sait que le chômage partiel est utilisé par les patrons pour reporter sur les salariés le fardeau de la crise capitaliste. C'est pourquoi nous revendiquons l'interdiction des licenciements, le maintien du salaire. Évidemment, Chérèque, Le Duigou et leurs partenaires ne sauraient nous suivre dans une voie incompatible avec l'économie de profit. On est en plein dans le « syndicalisme d'accompagnement ».

Il est vrai que les mêmes écrivent « *Les allègements de cotisations sociales doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux.* » Autrement dit, les signataires endossent la politique sarkozyste de « réduction du coût du travail ». C'est notamment la raison principale du trou de la Sécurité sociale et ce qui la conduit inexorablement à sa destruction. Ils se bornent à la conditionner à la signature d'accord avec le patronat. Ce qui les conduira inévitablement à être « raisonnables » dans la logique de l'accord sur la représentativité syndicale signé par la CGT (et SUD dans la Fonction Publique).

Un texte de convergence avec Sarkozy et le patronat

En définitive, on ne trouve dans ce texte que fort peu de « revendications » qui pourraient se discuter. Nous en avons identifié exactement trois :

- « *abroger les dispositifs légaux qui ont conduit à remettre en cause la réduction du temps de travail* »
- « *retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche* »
- dans le public, « *renoncer aux 30.000 suppressions de postes* »

Par contre, on ne trouve trace de mots d'ordre comme le retrait de la contre-réforme de l'audiovisuel, celui du projet de réforme hospitalière, de l'offensive contre l'enseignement public (en particulier le refus de co-élaborer la nouvelle mouture de la réforme Darcos pour le secondaire), l'augmentation générale des salaires, la défense du droit à la retraite, pur ne parler que des sujets brûlants de l'heure. Et plus généralement, pas un mot sur Sarkozy et son gouvernement ! Pas un traître mot !

On comprendra donc aisément qu'un militant de lutte de classe ne saurait endosser une telle plate-forme ni de près ni de loin. Elle ne vise qu'à mettre le mouvement ouvrier à la remorque de Sarkozy.

Un enthousiasme étonnant

Pour toutes les raisons citées plus haut, il est donc impossible de suivre D. Mezzi (*Rouge* du 8 janvier), lorsqu'il écrit « *il faut cependant remonter loin en arrière pour retrouver un texte syndical unitaire avec un minimum de contenu* ». Le seul défaut qu'y voit Mezzi est le « *flo* » de ce texte, qu'il autorise « *des pratiques contradictoires dans les faits* ». Il en tire comme conclusion qu'il faudrait « *préciser les revendications* » en construisant des « *espaces de débat* ». Autrement dit, l'objectif serait de se mettre en position d'amender, de compléter la prose – qui n'a rien de « *flo* » – des directions syndicales.

Malheureusement pour les lecteurs de *Rouge*, Mezzi ne s'arrête pas là : « *La plateforme adoptée le 5 janvier par les huit organisations syndicales nationales (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) peut ouvrir une nouvelle phase pour dynamiser la journée du 29 janvier. Il s'agit bien de pousser vers une vraie grève générale interprofessionnelle, ouvrant des suites pour que les exigences des populations se fassent enfin entendre face à la crise.* ». Pas moins.

Décidément, si on suit Mezzi, il faudra bien en conclure qu'on a beaucoup exagéré quant à la nocivité des bureaucraties syndicales. Remarquons quand même que l'enthousiasme du camarade est raisonné : « *Mais ce n'est pas gagné d'avance. Cela nécessite une appropriation collective, dépassant les formules très générales, en vue de préciser les revendications, dans les entreprises, les branches, les secteurs mobilisés, qui ne se contenteront pas du plus petit dénominateur commun.* » Bref, tout dépend de la classe ouvrière : va-t-elle saisir l'opportunité que lui offrent Chérèque, Le Duigou ou Mailly ? En dernière analyse, notre désaccord avec Mezzi est là. Nous considérons que Le Duigou, Aschieri, et les autres collaborent le gouvernement, et que cela se matérialise encore dans la façon dont ils « *cadrent* » le 29. Mezzi, quant à lui, considère simplement qu'ils sont maladroits et leur prodigue généreusement ses conseils avisés. Il y a là, à l'évidence un désaccord de fond [1].

Saisir l'opportunité politique

Répetons-le : il y a peu de doute que le 29, la classe ouvrière, dans ses profondeurs, utilise l'appel à la journée d'action pour exprimer son rejet de la politique du MEDEF et de Sarkozy.

Sommet « social » du 18 février

S'opposer ou collaborer avec le gouvernement UMP-MEDEF

Le 29 janvier, dans ses profondeurs, la classe ouvrière a fait irruption sur la scène politique et repris l'initiative. Et à la suite de cette journée et de ses deux millions et demi de manifestants, de nombreux segments du monde du Travail cherchent à poursuivre dans la voie de l'affrontement contre Sarkozy, l'UMP et le MEDEF.

À l'évidence, un mouvement ouvrier dirigé par des militants se fixant pour objectif d'en finir avec le gouvernement de Sarkozy, de l'UMP et du MEDEF l'auraient sans doute mis à mal. Oui, mais voilà : les directions syndicales – de la CGT, de FO, de la FSU...- n'ont pas caché leur refus d'ouvrir la voie à une « *crise politique* » autrement dit au départ de Sarkozy. En d'autres termes, elles se prononcent elles-mêmes pour que celui-ci puisse sévir jusqu'en 2012. D'où l'isolement soigneusement entretenu des grèves générales des Antilles, le refus de la FSU d'exiger le retrait du projet de « *masterisation* » dans 'l'Enseignement Supérieur, etc.

L'objectif des directions syndicales étant en l'occurrence d'ouvrir une fois de plus les soupapes de la mobilisation salariale au rythme, devenu routinier ces dernières années, d'un « *temps fort* » tous les trois mois. Sans doute cela aboutira-t-il au soir du 29, à une proposition gouvernementale de renforcer encore la collaboration entre syndicats et gouvernement.

En d'autres termes, le 29 ne sera une étape de la contre-offensive ouvrière que si le monde du travail fait bouger les lignes, qu'il impose aux directions syndicales qu'elles rompent avec ce gouvernement, ce qu'elles ne feront évidemment que contraintes et forcées. Dans certaines villes, des militants syndicaux se disposent pour organiser des réunions syndicales sur cet axe : pour que le mouvement ouvrier s'engage dans la préparation de l'affrontement avec le gouvernement sur la base d'authentiques revendications : ce qui implique le refus de la politique du « *dialogue social* », du « *diagnostic partagé* », de l'intégration au capitalisme.

Il nous semble que c'est la seule voie possible pour les militants de lutte de classes. Mais cela nécessite de ne pas prendre les vessies bureaucratiques pour les lanternes de la lutte de classes.

Prométhée

Le 17 janvier 2009

1.- Notons toutefois qu'un article de rectification a été publié dans *Rouge* du 15 janvier. Yvan Lemaître y écrit : « *Il s'agit de faire de cette journée [le 29 janvier] un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs, précaires, chômeurs, jeunes, une grève générale qui prenne une dimension politique, celle de la contestation du gouvernement Sarkozy.* » Constatant que la plate-forme du 5 janvier affichent des « *mesures urgentes* » qui sont « *bien en deçà des besoins* », le camarade y oppose : « *Les travailleurs ont toute légitimité à revendiquer 300 euros pour tous et qu'il n'y ait pas de salaires inférieurs à 1 500 euros. Il n'y a aucune raison d'accepter les licenciements, qui n'ont d'autre but que de permettre aux patrons de sauvegarder leurs profits ou à l'État de faire des économies. Il faut interdire les licenciements, garantir à tous un emploi en partageant le travail existant et en embauchant dans les services publics. Imposer une augmentation générale des salaires et des retraites, la garantie d'un revenu et d'un travail pour toutes et tous. Voilà des exigences qui unifient toute la classe ouvrière, avec ou sans travail.* ». Félicitons-nous de cette mise au point – il n'en reste pas moins que quelques leçons devront être tirées de cet épisode.

On imagine donc aisément que de nombreux travailleurs ont été révoltés par l'annonce d'une nouvelle journée d'action pour ... le 19 mars ! Ne rien entreprendre avant le 19 mars, deux mois après le 29 janvier, c'est se donner le maximum de chances que l'on puisse revenir au schéma classique des inefficaces journées d'action sans objectif et sans lendemain. C'est se donner le maximum de chances de préserver Sarkozy et son gouvernement. Il s'agit de toute évidence d'un choix conscient

Évidemment, cette politique de collaboration ouverte avec un gouvernement aussi cyniquement au service des privilégiés, des possédants ne va pas sans susciter débat et désapprobation parmi la masse des travailleurs, des syndiqués. De ce point de vue, ce qui s'est déroulé à la mairie de Vitry et dans la CGT Services Publics du 94 est riche d'enseignements.

On sait que dès le 29 janvier au soir, Sarkozy et ses ministres ont martelé leur intention de ne pas modifier leur politique

d'un iota. C'est très explicitement pour poursuivre cette politique qu'il a donc convoqué son sommet social du 18 février. Le but d'un tel sommet c'est de définir les modalités des divers cadeaux que les capitalistes se verraient octroyer. Notamment, il sera question de préciser les modalités permettant l'extension du chômage partiel, c'est-à-dire le transfert des charges de la crise sur la masse de la population travailleuse. De même, l'annonce de la suppression de la taxe professionnelle – une vieille revendication patronale – signifie d'une part l'alourdissement de la fiscalité locale et d'autre part compression de personnel dans les collectivités territoriales. Tout ceci, les directions syndicales le savent. Dans ce contexte, participer au sommet social – fut-ce pour « protester » mollement ainsi que se prépare à le faire Thibault – est un acte politique, dont la signification est de faire allégeance à un gouvernement en pleine débandade.

Cela les travailleurs le savent, et à Vitry, ils en ont longuement débattu. Suite à ces débats, réunis en assemblée générale, le 6 février, 80 agents de la Mairie de Vitry-sur-Seine ont demandé aux syndicats CGT de la mairie de transmettre leur exigence que les confédérations boycottent la rencontre du 18 février (unanimité moins 2 contre).

La Coordination départementale des syndicats CGT du Val-de-Marne des territoriaux, saisie par les sections de Vitry, a donc discuté de la situation le 9 février. Pour l'instant, la discussion n'a pu aboutir à une prise de position aussi nette qu'à Vitry, comme on peut le lire ci-dessous. Il n'empêche que cette coordination demande d'ores et déjà aux confédérations de se prononcer pour la grève reconductible à partir du 18 février, ce qui est en fait contradictoire avec la présence au sommet social sarkozyen. Cette motion est en tout cas symptomatique de l'extrême réserve qui s'exprime dans les rangs syndicaux concernant la politique de « dialogue social » défendue à la fois par le gouvernement, les confédérations et la FSU. Elle nous semble illustrer sans ambiguïté le fait qu'il est non seulement nécessaire mais possible d'intervenir contre le « dialogue social », contre la collaboration avec Sarkozy et le MEDEF.

Les syndicats Cgt et Ufict Cgt des collectivités de Vitry sur Seine, Ivry sur Seine, Champigny sur Marne, Joinville. Conseil Général, Charenton-le-Pont. Fontenay regroupant 15 925 agents titulaires et non titulaires se sont réunis départementalement ce jour.

Ils soulignent l'énorme succès de la mobilisation nationale, unitaire et interprofessionnelle du 29 janvier 2009. Après le résultat des élections prud'homales et Fonction Publique Territoriale, les salariés ont exprimés cette fois par leur mobilisation leur exigence sociale contenue dans la plateforme revendicative unitaire et interprofessionnelle.

Les assemblées générales tenues dans ces collectivités, au lendemain du 29 janvier 2009 témoignent de la volonté des agents de gagner l'ouverture de réelles négociations sur les revendications posées en poursuivant la mobilisation interprofessionnelle et unitaire.

Les salariés considèrent que Monsieur SARKOZY ne répond à aucune des revendications posées et pour lesquelles ils ont massivement fait grève et manifestés. Pire, concernant la fonction publique c'est une véritable déclaration de guerre à laquelle nous avons assisté à l'occasion de l'annonce de la suppression de la Taxe professionnelle et la poursuite des suppressions d'emplois dans l'ensemble de la Fonction publique.

Les syndicats Cgt et Ufict Cgt réunis ce jour, à l'appui des consultations engagées auprès des agents, demandent à l'intersyndicale qui se réunit aujourd'hui, d'appeler à une nouvelle journée de grève et de manifestation **le 18 février 2009**, date à laquelle le président ouvre la discussion avec les organisations syndicales.

Afin d'accentuer la pression sur les négociations à venir, il est demandé que les préavis de grève soient reconductibles.

Fait à Créteil : Lundi 9 février 2009

La classe ouvrière a parlé

Incontestablement, les plus larges masses se sont saisies de la journée du 29 janvier 2009, ainsi que nous le pronostiquions. Pour l'ensemble de la fonction publique, le taux de participation aurait été de plus de 25%, ce qui est très significatif. Mais ces chiffres cachent le fait que certains secteurs se sont très fortement engagés. Comme on pouvait s'y attendre vue l'offensive dont ils sont l'objet, les travailleurs de l'Éducation nationale étaient particulièrement mobilisés : les syndicats annoncent plus de 60% de grévistes. A La Poste, plus de 25% des agents ont fait grève, à la SNCF plus d'un employé sur trois (36,7%).

Ce sont aussi des manifestations monstres qui se sont déroulées dans la plupart des villes : 300 000 manifestants à Marseille, 110 000 à Toulouse, 31 000 à Lyon, 85 000 à Bordeaux, 36 000 à Rennes, 85 000 en Loire Atlantique, 40 000 à Caen, etc. A Paris, la manifestation syndicale a rassemblé environ 300 000 participants, et au total, c'est plus de 2 millions ½ de manifestants qui sont descendus dans la rue !

Encore faut-il ajouter que ces chiffres ne disent pas tout. Il faut souligner la participation de travailleurs du privé à la grève :

on a vu des travailleurs des banques, d'Alcatel, de la grande distribution, de la métallurgie, etc. dans les cortèges – ce qui n'était pas arrivé depuis bien longtemps.

En résumé, c'est bien à la levée de toute une classe contre le pouvoir, les privilégiés, qu'on a assisté. Dans l'unité la plus large, les profondeurs du monde du Travail ont dit à Sarkozy : « Assez ! ».

En toile de fond : la crise capitaliste mondiale

On ne peut comprendre cette irruption de la classe ouvrière sans prendre en compte la situation économique qui lui sert de toile de fond.

Les prévisions de croissance pour la Grande-Bretagne en 2009 seraient de moins 2,8%, ce qui est énorme. Certains analystes se posent même ouvertement la question de l'éventualité d'une faillite de la Grande-Bretagne ! La situation prévue pour l'Allemagne ne serait pas meilleure. Quant à la France, un consensus existe parmi les « experts » pour prévoir une contraction du PIB de l'ordre de 2% ; ce qui signifierait une montée en flèche du chômage.

Dans ce cadre, sans surprise, les différents gouvernements

multiplient les plans de « relance ». Et ceux-ci creusent aussi les déficits publics, la Dette, à des niveaux jamais atteints. Ce qui sert de prétexte aux appels qui se multiplient afin de mettre en œuvre des « réformes » encore plus drastiques du fonctionnement des États, en particulier dans l'Union européenne.

En dernière analyse, à travers les plans dits de « relance », nous assistons à un nouveau transfert massif de richesses du Travail vers le Capital.

Le 29 janvier, cette première expression collective de la classe ouvrière depuis le déclenchement de la crise est d'abord une condamnation de la politique sarkozyste, des milliards d'euros accordés généreusement aux privilégiés de toute sorte, aux responsables de la crise.

Sarkozy prétend poursuivre ses « réformes »

On sait que Sarkozy s'était fait élire au nom de la « rupture » avec le supposé immobilisme chiraquien. En clair, il s'agissait de s'attaquer à un « modèle social 1945 » que « la France ne peut plus se permettre ». Incontestablement, son succès électoral et les conditions dans lesquelles il s'était fait élire avaient placé la classe ouvrière sur la défensive.

Tout l'enjeu de la situation est de savoir si le 29 janvier marquera le début de la contre-offensive ouvrière, ou s'il sera en mesure de se remettre en selle. Évidemment, à ce stade l'objectif de Sarkozy est de ne rien changer à sa politique. Simplement, il sait désormais qu'il a plus que jamais besoin de la collaboration des directions syndicales. C'est déjà ce qui s'était esquissé dans l'Enseignement.

Le report récent de la réforme du secondaire a en effet été l'occasion de mettre en place une commission présidée par R. Descoings et qui travaillerait « sur la base de l'accord qui avait été trouvé au mois de juin avec les organisations syndicales et les organisations lycéennes, qui constituait un diagnostic et des objectifs partagés pour le lycée ». L'accord dont il est question, ce sont les « 16 points » de convergence de Darcos endossés par le SNES, réaffirmant l'objectif de développer le « caractère propre » des établissements (bref avancer vers le démantèlement) et inséparablement d'ouvrir la voie à la remise en cause du statut des enseignants (les décrets de 1950).

C'est la même méthode qu'a pris Sarkozy en convoquant les directions confédérales le 13 février pour « convenir du programme des réformes à conduire en 2009 et des méthodes pour le mener à bien ».

De son côté la direction confédérale de la CGT est particulièrement mesurée dans sa déclaration au soir du 29 janvier : « Le Président de la République, le patronat doivent entendre les revendications portées aujourd'hui, réagir et ouvrir les espaces de négociations permettant de traiter les questions relatives aux aides aux entreprises, à l'emploi, aux salaires, au service public, à la protection sociale. » En clair, elle ne revendique rien de plus que la réactivation du « dialogue social ».

Les dirigeants du PS sont bien sûr sur la même longueur d'onde. C'est le sens de leurs exhortations répétées afin que Sarkozy entende le « message de la rue ».

« Ce n'est pas aux salariés de payer pour les banquiers »

Il n'en demeure pas moins qu'on ne peut éluder la question suivante : comment s'associer au plan de « réformes » sarkozyste et défendre les intérêts du monde du Travail ? C'est bien sûr impossible.

Ce constat, de nombreuses assemblées de travailleurs le font

actuellement. Ainsi, nous avons été informés que les employés communaux d'une mairie d'Ile de France débattent de l'initiative d'une lettre aux directions syndicales leur demandant de ne pas se rendre chez Sarkozy le 13 février. A l'évidence, cette initiative est juste et doit être imitée partout où cela sera possible !

Plus généralement, il nous revient de multiplier autant que possible les initiatives contre le « dialogue social ». C'est sur cette base, celle de la rupture entre syndicats et gouvernement, qu'il sera possible d'envisager la suite indispensable à donner au 29, d'ouvrir la perspective de la reprise de l'action contre Sarkozy et son gouvernement, contre le patronat.

Il est indispensable d'exiger que se réalise dans les plus brefs délais une alliance de toutes les organisations du mouvement ouvrier – partis, syndicats, associations... – afin d'élaborer le seul outil en mesure de permettre d'infliger à Sarkozy, à l'UMP et au MEDEF une défaite décisive : un plan de mobilisation visant à unir le monde du Travail et la jeunesse dans l'action.

De ce point de vue, on ne peut que soutenir la proposition faite par plusieurs organisations d'extrême-gauche (NPA, POI) : organiser dans l'unité une **manifestation nationale**

- contre Sarkozy, sa politique, et ses « réformes »
- pour l'interdiction des licenciements
- pour les revendications du monde du Travail, de la jeunesse

Pour une politique anticapitaliste, authentiquement socialiste

Mais la gravité de la situation nous oblige à aller plus loin. C'est tout un système économique qui est désormais en accusation. En effet, aussi dévastatrice soit elle, la crise actuelle n'avait rien d'inattendu – la seule surprise, est qu'elle ait mis tant de temps à se déclencher. Depuis plusieurs décennies, le système capitaliste bute sur ses propres limites, avant tout la contradiction entre le développement économique et les « lois » de l'économie de profit. Pour retarder l'échéance, les gouvernements au service du Capital ont multiplié les expédients, aboutissant à une montée en flèche des déficits de tous ordres. D'où les crises à répétition qui se sont succédées depuis les années 90 (Thaïlande, Telecoms, etc.).

Il n'existe aucune raison pour que le monde du Travail accepte sans broncher de voir les capitalistes gavés de milliards que nous paierons inévitablement à plus ou moins brève échéance. Face à la crise capitaliste, les travailleurs, la jeunesse exigent notamment (et sans prétendre à l'exhaustivité) :

1. L'interdiction des licenciements, le droit au Travail.
2. La garantie de disposer d'un revenu permettant de vivre dignement, donc un plan de rattrapage du pouvoir d'achat (réduit année après année par les gouvernements), 300€/mois pour tous, l'indexation des salaires sur les prix.
3. L'abrogation de toutes les mesures visant les services publics, le retrait des plans en cours d'élaboration : projet « Hôpital, santé territoires », mesures contre l'Enseignement Supérieur Public et la Recherche, suppressions de postes d'enseignement dans le primaire et le secondaire, loi relative au démantèlement de l'audiovisuel public, etc.
4. L'annulation de la Dette Publique – sa croissance est avant tout le résultat de mesures visant à préserver les privilèges des capitalistes.

5. L'abrogation des cadeaux fiscaux faits aux capitalistes et privilégiés (bouclier fiscal, etc.)
6. La nationalisation des grands établissements de crédit, sous le contrôle des travailleurs, et l'ouverture des livres de compte.

A l'évidence, de telles revendications ne peuvent être satisfaites par un gouvernement comme celui de Sarkozy, un gouvernement des patrons et des privilégiés de toutes sortes. Seul un gouvernement des travailleurs, un gouvernement de rupture avec l'économie de profit et ses diktats, pourrait élaborer et mettre en œuvre le plan de reconstruction économique que nécessite la situation. Ne se pliant pas aux exigences capitalistes, ce gouvernement permettrait la satisfaction de principales revendications du monde du Travail et de la jeunesse.

C'est pourquoi les militants de lutte de classe mettent l'action pour un tel gouvernement au cœur de leur activité politique.

Prométhée

Le 1^o février 2009

A propos d'une « déclaration unitaire »

La préparation du 29 a été l'occasion de la publication d'une déclaration signée par un certain nombre d'organisations politiques – les plus significatives étant le PCF, le PG et le NPA.

On peut suivre Jean-Luc Mélenchon lorsqu'il écrit que « *ce texte est dans l'esprit qui anime celui des centrales syndicales.* » C'est même tout le problème : 3 extraits de la déclaration suffiront au lecteur pour se faire une idée.

1. Ainsi, il est revendiqué « *le droit de veto suspensif*

des salarié-e-s sur les licenciements. ». En d'autres termes, les signataires ne sont pas favorables à la revendication d'interdiction des licenciements ; suspendre, ce n'est pas interdire...

2. Par ailleurs, le texte réaffirme « **le principe du CDI comme référence du contrat de travail dans le privé et de l'emploi statutaire dans le public.** ». Ce qui signifie implicitement qu'il n'est pas question de revendiquer le démantèlement des statuts précaires (CDD, vacataires dans le Public, etc.).
3. Enfin comment voir autre chose que le réformisme le plus plat dans cet autre fragment : « *Une autre politique est possible, en s'attaquant aux profits et à la spéculation financière, en remettant en cause la rémunération du capital.* » ? Cette « autre politique » ne vise donc pas à *exproprier* le capital mais à le tenir en laisse (en admettant que ces fariboles « keynésiennes » soient crédibles de nos jours).

Le NPA se définit comme révolutionnaire; qu'il ait pu signer un tel texte n'est donc pas défendable. En tout cas cette périphrase a son utilité. Elle permet de mesurer à quoi aboutit l'élaboration d'un document de type programmatique avec des partis ouvertement réformistes comme le PCF ou le PG. On sait que le congrès prochain du NPA devra se pencher sur la proposition d'un « front de gauche » électoral proposé par le PG. De ce point de vue, la leçon de cet épisode n'est pas sans valeur : elle permet de mesurer où, dans les conditions présentes, mènerait la proposition de Jean-Luc Mélenchon...

Retrouvez-nous sur internet : <http://perso.orange.fr/gauchecomm>

ou sur notre blog : <http://promcomm.wordpress.com>

Prenez contact avec nous, participez à notre activité : promcomm@gmail.com

Directeur de la publication : Emile Fabrol – ISSN : 1142-2254

